

Pouvoir d'emprunt—Loi

On nous dit qu'environ un million de Canadiens sont en chômage. La plupart d'entre eux aimeraient avoir un emploi. Ils aimeraient travailler et participer à la productivité du Canada. Cependant, s'ils n'ont pas la possibilité de le faire c'est en grande partie parce que le gouvernement ne veut pas voir l'évolution de l'économie. Il s'ensuit que nous perdons notre avantage concurrentiel sur les marchés mondiaux. Notre productivité décline et des emplois disparaissent à tous les jours, entraînant avec eux les espoirs de bien des Canadiens.

J'ai œuvré pendant des années de différentes façons dans le secteur de l'enseignement. Je n'aime pas l'attitude de nos jeunes qui sortent des écoles professionnelles ou techniques quelles qu'elles soient. Il n'y a pas d'emplois pour eux. C'est une situation très grave.

Lorsque nous parlons de chômage à la Chambre, nous le faisons souvent en terme de pourcentages, 10 ou 25 p. 100, ou en nombres absolus comme 987,000 ou 1.4 million de sans-travail. Il est très facile de parler du chômage de cette façon. Mais que dire de l'aspect social du chômage?

Une voix: De l'aspect humain.

M. Riis: Oui, que dire des implications humaines du chômage dans notre pays? D'après des études faites en Ontario, dans 80 p. 100 des cas où des femmes sont battues, on peut établir un lien direct avec le chômage. L'accroissement du nombre des cas d'enfants maltraités est lié au phénomène du chômage, ainsi que le pourcentage des suicides et le nombre de ceux qui sont admis dans nos maisons de santé. On peut attribuer directement un certain pourcentage des problèmes d'alcoolisme et de désintégration des familles à la hausse du chômage, ici et dans d'autres pays.

Personne ne dit que c'est une relation de cause à effet, mais lorsqu'on évalue les implications du chômage, on ne doit pas compter uniquement le coût des prestations d'assurance-chômage et de bien-être social. Nous devrions commencer à mesurer le coût de l'alcoolisme, de la désintégration des familles, et les frais d'hospitalisation de ceux qui souffrent de toutes sortes de maladies, y compris de troubles mentaux. Nous ne pouvons nous permettre d'ignorer ces coûts plus longtemps.

Que coûte le chômage aux jeunes qui n'ont pas la possibilité de se tailler un avenir au Canada? Aujourd'hui, les jeunes deviennent de plus en plus cyniques. Cela ne nous apportera rien de bon. L'existence de problèmes graves au Canada n'a rien de neuf. Nous sommes bien au courant des malaises profonds qui existent dans différents secteurs de notre société. Les députés ont proposé diverses solutions.

Il vaut la peine de reparler de la méthode que le député de Broadview-Greenwood (M. Rae) a suggérée il y a plusieurs mois. A titre d'expert financier du NPD, il a dit qu'il était temps que le Canada établisse clairement la différence entre deux sortes de dépenses gouvernementales. Malgré tout le respect que j'ai pour mes collègues de droite, ils m'ont l'air d'être obsédés par notre déficit et, pour eux, l'idéal serait l'équilibre parfait des recettes et des dépenses. Ce serait sans doute bien beau, mais ce n'est pas réaliste. C'est trop simpliste. Cela ne correspond pas aux réalités financières des années 80

et 90. Pour leur donner quand même un peu raison, il faudrait, certes, prendre des mesures pour réduire notre déficit.

Il faut commencer par réduire les dépenses gouvernementales dans divers domaines. Je suppose que nous pourrions épargner des centaines de millions dans toutes sortes de secteurs sans que personne ne s'en aperçoive. Il y a quelque temps, des députés ont été avisés qu'ils pouvaient envoyer à leur électeurs un jeu spécialement créé pour eux. L'idée était bonne. Ce jeu devait faire comprendre aux jeunes Canadiens que nous ne sommes pas le seul pays au monde à avoir deux langues officielles. D'autres en ont beaucoup plus que nous. Néanmoins, on peut se demander s'il était bien sage de consacrer des millions de dollars à ce projet.

Certaines erreurs grossières, comme l'aéroport de Mirabel, vous sautent aux yeux. Ce gros éléphant blanc doit beaucoup embarrasser le gouvernement. L'idée était peut-être bonne, mais ce fut une erreur. Nous trouvons que c'est une erreur de garantir des prêts énormes à des entreprises comme la société Chrysler tout en reconnaissant la validité de l'objectif, mais aussi en déplorant la mauvaise administration de la société et sa structure irrationnelle c'est une façon bien simpliste d'essayer de résoudre nos graves problèmes économiques et une façon plutôt irréfléchie de dépenser l'argent des contribuables. Pensons aux sommes énormes dépensées dans les régions au titre du développement régional, et je ne veux pas critiquer le ministère, car encore une fois les intentions sont louables et les responsables veulent améliorer la situation. En fait, de grosses sommes d'argent sont versées aux provinces surtout celles du centre et de l'est du Canada, pour créer des entreprises qui ne sont ni rentables, ni rationnelles, ni économiques, et ne contribuent qu'à créer de l'emploi artificiel. Cela donne l'illusion du progrès économique. Les gens des localités concernées ont l'impression que l'économie sort du marasme, qu'elle reprend du poil de la bête.

● (1710)

Cependant, on constate à l'examen que les emplois sont créés d'une façon tout à fait artificielle et forcée. Il faut aussi s'interroger sur la durée de ces emplois. Les espoirs suscités un jour s'évanouissent le lendemain parce qu'un projet s'avère totalement irréalisable.

Le gouvernement a maintenant entrepris de financer sa proposition constitutionnelle et il faut espérer qu'il ne dépense pas inconsidérément l'argent des contribuables pour faire valoir l'idée d'un seul parti. Si cela était, il faudra conclure que ce n'est pas une façon bien sérieuse de dépenser les recettes nationales.

Il faut se rendre compte que le gouvernement dépense ses fonds de deux manières. D'abord, des dépenses gouvernementales, souvent irrationnelles, quoique parfois nécessaires. Nous avons créé un régime d'assurance-maladie, un régime de pension, nous nous sommes engagés à maintenir des services essentiels ainsi qu'une bonne qualité de vie. Sans doute que les années 80 verront l'émergence d'autres programmes dans le domaine de la santé, de l'aide aux personnes du troisième âge et le reste. Il ne faut pas oublier non plus qu'il arrive au gouvernement d'investir.